

# RÉACTIONS

PASCAL NICOLAS-LE STRAT, 17 FÉVRIER 2010,

## EXTRAIT DU JOURNAL DE RECHERCHE DE PASCAL NICOLAS-LE STRAT

### ► RÉSUMÉ

Ce texte a été écrit par Pascal NICOLAS-LE STRAT, sur son blog [le-commun.fr](http://le-commun.fr), suite à une invitation que nous lui avons faite à un de nos ateliers de réflexions qui s'est tenu le 16 février 2010 à la Friche la Belle de Mai à Marseille sur la question de la place de nos expérimentations artistiques dans des événements autres.

Pascal NICOLAS-LE STRAT, politiste et sociologue, maître de conférences de science politique à l'Université Montpellier 3, responsable pédagogique du Master 2 « Intermédiation et Développement social ».



© Source : <http://blog.le-commun.fr/?p=236>

### ► ARTICLE

Comment raconter notre histoire comme une histoire politique ? Comment faire le récit de notre expérience sous la forme d'un récit politique ? Hier, j'étais invité à Marseille par l'Association ARTfactories/Autre(s)pARTs, un réseau de collectifs d'artistes, à l'occasion de son séminaire de travail annuel. Ils pratiquent un art *in situ*, en interaction étroite avec des milieux de vie ou d'activité. Leur démarche possède une forte portée écosophique. Malgré la diversité de leurs approches, de leurs références disciplinaires ou, tout simplement, de leurs sensibilités, ils partagent une même préoccupation, à savoir la façon dont nous investissons et habitons notre environnement de vie, les différentes écologies constitutives de notre existence – des écologies urbaines et institutionnelles, imaginaires et symboliques, intellectuelles et affectives. Cette qualité

écosophique se manifeste par une conception de l'acte artistique, non comme une œuvre achevée destinée à un public éclairé, mais comme un « centre de perspective » qui s'ouvre sur une multiplicité de processus, en lien avec un territoire, des personnes ou une population ; par la volonté de dé-hiérarchiser les relations qui s'établissent entre les différents contributeurs à un même projet, en particulier la relation entre l'artiste et les autres personnes ; par le choix de s'inscrire dans une durée pour travailler aussi bien les antériorités que les contemporanéités d'une action, loin de la facilité événementielle dans laquelle se complait si souvent la politique culturelle.

Leur posture (artistique) relève bel et bien d'un engagement (politique). Ils « font politique » même lorsqu'ils fabriquent tout autre chose que « du politique », en l'occurrence lorsqu'ils travaillent les dimensions sensibles, symboliques, spatiales, relationnelles ou encore corporelles de nos activités et de nos vies. C'est cette énigme qui m'aura tout particulièrement intéressé au long de la journée – cette énigme d'une réalité politique qui se constitue indépendamment des registres sur lesquels elle est habituellement et classiquement attendue, qui ne s'énonce pas comme telle (comme du politique) mais qui agit pourtant bel et bien en ces termes. Du politique est à l'œuvre, et puissamment, même lorsque ces artistes vaquent à de toutes autres occupations. Mais cette dimension, pourtant indissociable de leurs interventions, ne parvient pas si facilement à se frayer un chemin pour se formuler, se dire, s'énoncer. Ces artistes sont à la fois très actifs politiquement, dès lors qu'ils se confrontent à la constitution de nos formes de vie, d'habitat et d'activité, tout en se tenant à distance du champ strictement politique. Pourquoi est-ce si délicat pour eux de faire le récit politique d'une expérience qui l'est pourtant bel et bien ? Les mots de l'engagement et de la critique seraient-ils devenus à ce point inadéquats ou usés qu'ils ne permettraient plus d'accéder à ce travail politique en train de se faire, hors les murs (du politique), de plein vent ? La grammaire et la syntaxe du débat public à ce point démunies face à cette « fabrique de politique » qui émerge de partout et de nulle part en

particulier, qui s'expérimente dans des lieux et des espaces non accrédités (politiquement) et qui peut parfaitement, et avec bonheur, se nicher, au cœur d'une activité artiste ?

La période des avant-gardes est *manifestement* révolue – cette période où personne n'osait un geste ou une parole sans l'avoir préalablement déclamé sous la forme d'un manifeste qui était sensé lui donner (politiquement) sens. Une autre expérience du politique – du rapport à l'expression politique – est en train de voir le jour, au moins dans le champ des pratiques artistiques qui nous intéresse ici, sur un mode certainement plus économe de ses mots. Un renversement s'opère. L'énonciation politique ne se pose plus en préalable de l'action mais se conçoit plutôt comme un de ses moments possibles – un moment parmi d'autres – plus ou moins revendiqué, plus ou moins investi. Il se fabrique du politique, à l'occasion d'une action artistique de ce type, et il s'en fabrique pour des raisons de fond car cette action interroge nos pratiques et nos interactions et contribue à leur agencement. Mais ce moment peut rester parfaitement silencieux ; ce qui ne retire rien à sa portée ni à sa force. Ce moment politique est donc fortement présent à travers la dynamique constituante qui s'amorce – par exemple, lorsque des artistes et des habitants explorent ensemble la quotidienneté de vie d'un quartier, d'une institution ou d'un territoire, sous ses aspects aussi bien symboliques que matériels – même si les protagonistes n'éprouvent pas le besoin de le formuler explicitement en ces termes. Ils s'en dispensent. Ce moment est actif sans être nécessairement actualisé et (ré)approprié dans une parole ouvertement politique.

Que recouvre cette réserve ou cette réticence ? Certainement pas un déficit (de mots) ou une incapacité (de langage) ! Il serait particulièrement malvenu de caractériser cette nouvelle *expérience générationnelle* du politique uniquement en termes négatifs, en termes de manque (d'énoncés) ou d'insuffisance (d'énonciation). Certes, cette expérience s'éloigne du rapport au politique au caractère assez démonstratif et extraverti qui a été celui de la génération des avant-gardes ; elle traduit aussi la désillusion largement partagée vis-à-vis des grands récits émancipateurs du

XXe siècle – les récits globalisants à visée d'autonomie, de libération ou de subversion. Ces artistes et activistes urbains maintiennent un rapport « modeste » à leur propre action, tout particulièrement quant au sens politique qu'elle peut revêtir ; ce qui ne signifie aucunement que leur intervention ou proposition manque d'ambition et d'envergure. Comment pourrait-on le penser alors que ces artistes engagent des démarches de co-création en sollicitant les personnes dans ce qu'elles possèdent, individuellement et collectivement, de plus intense et de plus impliquant, mais aussi de plus éprouvant, à savoir la constitution de leur mode de vie ? L'action est ambitieuse, son récit plutôt réservé et prudent.

À l'occasion de ce séminaire ARTfactories/Autre(s)pARTs à Marseille, en écoutant plusieurs artistes et acteurs culturels s'exprimer à propos de leurs pratiques, j'ai pris conscience de ce décalage – un décalage qui se fait jour entre l'envergure des dynamiques « constituantes » à l'œuvre dans ces pratiques, qui révèle une authentique « fabrique politique » à travers l'expérimentation d'un vivre et d'un faire en commun, et l'insuffisance du travail d'énonciation politique qui permettrait, pourtant, de formuler les enjeux de justice et d'égalité, de considération et de reconnaissance, impliqués inévitablement par ce type d'intervention artistique. Le souci ne porte ni sur la portée (politique) des actions, ni sur la conscience (politique) des acteurs mais sur la jonction entre ces deux plans. Comment fabriquer du récit politique au moment même où les protagonistes se confrontent *de facto*, à l'intérieur même de l'intervention, à un enjeu politique ? Comment mettre en histoire politique des expériences qui engagent nécessairement, aussi, par surcroît, cette dimension, même si elles sont initiées en premier lieu pour des motifs culturels ou artistiques ?

Lorsque ces artistes associent des habitants à leur travail, dans quelle expérience (politique) les engagent-ils ? Avec eux, ils explorent, investissent et instituent de nouveaux agencements de vie et d'activité dans la pluralité de leurs dimensions. Ce processus relève à part entière d'une expérience constituante, à savoir la faculté de concevoir et mettre en œuvre des formes

d'existence qui conviennent à nos attentes et à nos désirs. Cette faculté est vécue et appropriée en commun. Elle suppose une authentique « fabrique politique » car il s'agit bien de fabriquer des *micro-politiques de groupe* en rupture avec les formes dominantes, fortement discriminantes et hiérarchisantes, de fabrication des collectifs et des micro-politiques en capacité de donner corps et sens, en situation, à un idéal d'autonomie, de reconnaissance ou d'égalité (cf. David Vercauteren, en coll. avec Thierry Müller et Olivier Crabbé, *Micropolitiques des groupes – Pour une écologie des pratiques collectives*, HB éditions, 2007). Cette « fabrique politique » est au travail contemporanément à l'action elle-même ; elle en constitue un de ses moments. Elle représente le cadre dans lequel des agencements vont être conçus, des enjeux discutés, des méthodes testées, des idéaux partagés... Elle se concrétise à la fois comme un espace de discussion et de délibération et comme un temps d'exploration et d'expérimentation. Elle s'actualise et se traduit sous la forme d'une *disponibilité*, à savoir une disponibilité à tester, tenter, essayer, risquer, éprouver... Cette capacité est bien et bien entre les mains des protagonistes ; ils en ont fait l'expérience. Elle leur appartient. Ils ont expérimenté, en commun, cette faculté, cette puissance – cette capacité à risquer un processus, à explorer une nouvelles forme, à esquisser une perspective ou encore à tenter une hypothèse. Que peuvent-ils en dire ? Comment partager cette expérience ? Quel récit en proposer ?

Au cours de ce séminaire ARTfactories/autre(s)pARTs, les participants ont identifié deux risques inhérents à cette mise en récit : d'une part, le risque d'une montée en généralité excessive et abusive et, d'autre part, le risque d'une parole en surplomb, celle accréditée et autorisée de l'artiste, qui viendrait recouvrir et inhiber l'expression des autres protagonistes. Comment éviter qu'une prise de parole ne se traduise immédiatement en prise de pouvoir ? Comment partager les enseignements d'une expérience sans la priver de sa singularité ?

Plutôt que d'espérer lever cette double inquiétude par je-ne-sais quelle prouesse théorique ou pratique, il me semble de meilleure politique de prendre acte que ces

questions se posent inévitablement, et objectivement, en n'importe quelle situation et qu'elles doivent être assumées comme telles, en ces termes. Ces questions fonctionnent alors comme une sorte de « centre de perspective », indissociable du développement de l'action, qui émerge inéluctablement et qu'il convient de négocier et re-négocier (politiquement) autant que nécessaire et dès que nécessaire. Autre manière de le formuler, ces questions fonctionnent comme des analyseurs ou des révélateurs du projet d'intervention et, à ce titre, encouragent une distance critique et une vigilance réflexive. L'engagement (politique) s'indexe alors sur ce doute et sur ce risque mais un doute et un risque qui ne sont pas vécus comme un empêchement à faire ou penser mais, au contraire, comme une invitation à expérimenter de nouveaux dispositifs de débat et de nouvelles modalités de prise de parole. Comment faciliter la *prise* de parole (verbale, corporelle, spatiales, symbolique...), à l'occasion d'un travail en co-création, sans que cette parole ne soit immédiatement *reprise*, par l'artiste, au moment d'en faire le récit, au motif qu'il serait plus légitime pour le faire, ou plus compétent ? Comment éviter que la co-opération, vécue dans l'action, ne s'interrompt au seuil du travail d'énonciation, de publicisation et, *in fine*, de valorisation ?

D'un questionnement sur la « mise en récit politique » d'une expérience qui n'est pas principalement de nature politique, nous sommes rendus à une interrogation portant sur une « politique du récit ». Comment conduire le récit d'une expérience sans que cette narration porte préjudice à certains des protagonistes ? Comment limiter les effets de hiérarchisation et d'intimidation qui ne manquent pas d'apparaître lors de la prise de parole ?

Je vais tenter de rassembler ces différents points d'analyse en quelques thèses.

a) *Une prise de pouvoir par le bas*. Nous restons fréquemment prisonniers d'une vision unilatérale du pouvoir, à la fois verticale et hiérarchisée, sans mesurer à quel point cette vision, effective, réelle, agissante, peut être contrecarrée par le bas, sur un registre plus transversal. En s'engageant dans une démarche de co-création, les personnes vivent une expérience politique majeure ; elles (re)prennent la main sur une faculté dont

nous disposons en commun, la faculté de constituer nos formes de vie et d'activité et d'agencer à nouveau compte les situations. Cette faculté (cette puissance) n'a rien de désincarné ni de spontané. Comment faire commun ? Comment faire en commun ? De ce questionnement découle une multiplicité de pistes d'action et de réflexion. Selon quelles modalités et protocoles ? En fonction de quels agencements ? Avec quelles méthodes ? Dans quelles perspectives ? Chaque démarche de co-création nous offre l'opportunité d'explorer plusieurs de ces pistes. Cette puissance d'agencement, de coopération et de création, nous l'avons effectivement, manifestement, tenue entre nos mains, dans une situation particulière, à partir d'une initiative artistique spécifique, dans un contexte donné. Que parvenons-nous à en faire ? Comment l'ouvrir et l'élargir à d'autres contextes ? De quelle façon faire jonction avec des expériences similaires ? Et, fondamentalement, comment opposer cette faculté de faire en commun, source d'autonomie et de transversalité, à l'exercice verticalisé du pouvoir et aux autorités en surplomb ? Lors de cette journée à Marseille, à plusieurs reprises, j'ai eu le sentiment que les personnes sous-estimaient l'appui politique – et, disons-le clairement, le pouvoir – que représente cette capacité et la ressource qu'elle peut constituer lors d'une négociation ou d'un rapport de force avec une institution « officielle ». Comme le souligne Yves Citton, « le désarroi actuel de la gauche (officielle) tient à un blocage et à un déficit qui sont précisément à situer au niveau d'un *imaginaire du pouvoir* qu'elle n'est pas parvenue à renouveler » (*Mythocratie – Storytelling et imaginaire de gauche*, éd. Amsterdam, 2010, p. 15).

b) *Fabriquer du politique*. À la différence d'un positionnement de type « avant-garde », fortement centré sur la finalité de ses énoncés et de ses interventions (à destination de qui et pour quoi ?), l'engagement écosophique éprouve sa radicalité dans l'exploration d'un « comment » (avec qui et en rapport à quoi ?). Le manifeste avant-gardiste est une adresse ; la démarche écosophique, une expérimentation. Les idéaux ne sont pas moins actifs et radicalisés dans cette nouvelle perspective, mais leur force tient à leur incorporation dans des processus, des micro-politiques ou des agencements. Leur puissance est une puissance

assimilée, intégrée, incorporée. La question (politique) du « comment » devient décisive. Comment déhiérarchiser une situation ? Comment engager un échange sur un mode plus égalitaire ? Comment déjouer les évidences ? Comment concilier les multiples dimensions d'une intervention ? Comment fabriquer la ville à partir de ce qui s'y vit et s'y pratique ? La radicalité (politique) de l'engagement se vérifie à chaque fois à l'épreuve d'un « comment ». En effet, quelle serait la portée d'une revendication d'autonomie et d'égalité si elle ne parvenait pas à se frayer un chemin, effectivement, manifestement (sur un plan symbolique, matériel, imaginaire, sensible, intellectuel...), au cœur de nos vies et de nos activités et si elle n'y opérerait pas les ruptures et les déplacements indispensables ? Faire politique, c'est donc en premier lieu « fabriquer » du politique, à savoir déployer les agencements et amorcer les processus en mesure de résister, en situation, dans un contexte donné, aux emprises hiérarchisantes et discriminatoires. Faire politique, c'est donc faire l'expérience de ce moment constituant – ce moment vécu en commun au cours duquel nous explorons un « comment » et nous éprouvons notre propre faculté à faire.

c) *Reparcourir son expérience dans une optique politique*. Le récit politique (émancipation, autonomie, libération...) n'est pas la pré-condition de l'action, comme peut y prétendre un manifeste, mais le vecteur de son intégration, *a posteriori*, à travers la capacité du récit à réinsérer / réintégrer la multiplicité de nos perceptions, affects et intellections dans une structure narrative (un script, un scénario) au sein de laquelle nous formulons des rapports de causalité, nous identifions des nœuds de convergence ou de divergence ou, encore, nous modulons la signification des événements. Le récit performe l'action. C'est une action sur l'action qui nous aide à nous orienter dans notre propre expérience. La mise en récit nous offre l'opportunité de reparcourir ce que nous avons vécu et de dégager de nouvelles perspectives. Elle nous permet d'engager un rapport politique avec ce que nous avons réalisé – y compris avec ce que nous avons entrepris indépendamment de toute intentionnalité strictement politique – en vue d'identifier et de formuler les enjeux qui se sont manifestés dans le déroulement de l'activité,

les contradictions auxquelles nous avons été confrontés et, surtout, les micropolitiques constituantes / instituantes que nous avons développées en rapport direct et immédiat avec la situation.

d) *Sur le mode d'un feuilletage politique.* Dans une perspective écosophique, le récit ne vise pas à rehausser en généralité une expérience singulière, mais à mettre en rapport une multiplicité d'expériences, sur un mode transversal et latéral. Les actions ne sont pas simplement juxtaposées, elles communiquent entre elles par l'intermédiaire des récits qui en sont faits. Chaque récit fonctionne, en quelque sorte, comme un intercalaire qui se glisse entre les actions et facilite le passage de l'une à l'autre. Il devient alors possible de « feuilleter » une sorte d'album politique composé d'une multiplicité d'expériences. La lecture des situations et des événements n'opère pas en surplomb, par le haut, à la manière d'un récit universalisant, mais sur un mode latéral par l'interpellation réciproques des actions entre elles, chacune introduisant à la lecture de l'autre, chacun sollicitant l'interprétation de l'autre. Nous reconnaissons alors « dans le récit des éléments qui nous sont déjà familiers ; sur la base de cette familiarité, un deuxième moment invite à l'*immersion* dans le monde (souvent fictionnel) au sein duquel se déroule l'histoire ; un troisième moment permet, à partir de cette immersion dans un monde qui n'est pas le nôtre, de nous confronter à des expériences inédites et d'induire ainsi la *reconfiguration* de nos manières habituelles d'enchaîner les faits et les actions (Yves Citton, *Mythocratie – Storytelling et imaginaire de gauche*, p. 74). Ce travail de mise en récit ouvre deux opportunités : d'une part, la possibilité de porter un regard inhabituel sur une situation qui nous est familière et de lire en termes politiques ce que nous avons entrepris pour toute sorte de motifs ; d'autre part, la possibilité d'accéder à une expérience qui nous est étrangère et de construire ainsi un regard décalé par rapport à ce qui nous est (politiquement) familier.

**Pascal Nicolas-le Strat**

Politiste et sociologue, maître de conférences de science politique à l'Université Montpellier 3,  
Responsable pédagogique du Master 2 « Intermédiation et Développement social »